



## Histoire & mesure

XXI - 1 | 2006  
Varia

---

### Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)*

Paris, Créaphis, 2005, 750 pages.

Hélène Lemesle

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3472>

ISSN : 1957-7745

#### Éditeur

Éditions de l'EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2006

Pagination : 259-261

ISBN : 978-2-7132-2094-4

ISSN : 0982-1783

#### Référence électronique

Hélène Lemesle, « Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)* », *Histoire & mesure* [En ligne], XXI - 1 | 2006, mis en ligne le 09 décembre 2008, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3472>

---

A. de Lattre propose ensuite un témoignage sur la modernisation et l'ouverture de la Banque de France, qu'il tenta de promouvoir comme sous-gouverneur entre 1966 et 1973. Par un nouveau concours de recrutement de haut niveau, par l'informatisation, par l'ouverture vers l'Université et vers l'étranger, des idées nouvelles se développèrent et se diffusèrent, qui devaient conduire aux transformations profondes de la politique monétaire des deux décennies suivantes.

Le témoignage d'Y. Baroux se situe plus précisément dans la poursuite de l'article d'O. Feiertag. Il montre la rupture que constitua la création du service d'études économétriques en matière à la fois d'analyse économique et de constitution des séries statistiques indispensables au test des modèles, séries qui ne devinrent cependant disponibles en quantité et en qualité suffisantes que vers 1980.

Enfin, J. Cordier clôt l'ouvrage avec un article sur le système européen de banques centrales et les statistiques européennes. Il y montre les liens entre les étapes de l'intégration européenne et celles de l'harmonisation et de l'intégration de systèmes statistiques de plus en plus larges.

### **Pierre-Cyrille Hautœur**

Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Créaphis, 2005, 750 pages.

Cet ouvrage est la publication de communications présentées à un colloque d'histoire urbaine qui s'est tenu à Rouen en 2002. Ses dimensions peuvent faire peur : pas moins de 54 articles, en 750 pages, pour explorer, plus que des « villes en crises », des politiques municipales conduites aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Politiques municipales qui vont de l'édification d'écoles à l'attribution de permis de construire, de la gestion des logements insalubres aux aides aux plus pauvres, du sport à la lutte contre la typhoïde. Les bureaux de bienfaisance, hôpitaux, écoles, associations caritatives, boulangeries ou laboratoires municipaux forment donc l'essentiel des institutions évoquées. L'espace français est privilégié, mais de riches études sur des villes italiennes (Turin, Bologne, Catane), espagnole (Cordoue) ou belge (Bruxelles) permettent de se détacher de chronologies ou d'analyses trop strictement nationales.

Une relecture de l'œuvre de Louis Chevalier constitue le point de départ de cet ouvrage. Mais, plus que les liens entre villes et criminalité, c'est le poids des représentations des acteurs, notamment dans la prise de décision politique, qui est au centre de la grande majorité des communications.

Ainsi, J. Aubrun évoque l'image changeante de la banlieue sud à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, G. P. Navarte celle de la dignité des femmes sous le franquisme, D. Huchtker celle des pauvres dans le Berlin du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces représentations ne sont jamais isolées de leur contexte de production : les auteurs présentent clairement les différents acteurs impliqués dans la production et la diffusion de telles images (maires, élus locaux, préfets, notables, membres du clergé, propriétaires...). C'est bien dans le courant historiographique qui insiste sur la fonction performative des représentations que se placent la grande majorité des auteurs.

Leur attention se porte également sur les pratiques de l'administration locale. Les conflits entre administrations sont soulignés, comme les situations de rivalité ou

de complémentarité entre initiatives privées de bienfaisance et publiques d'assistance. Sont explorées des luttes de pouvoir entre nouvelles et anciennes élites, comme à Lyon à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que sont construites de nombreuses écoles (textes de B. Angleraud et M. Thivend). L'aide aux plus pauvres apparaît alors pour les notables comme un moyen de se placer, de renforcer leur influence dans la ville. Le rôle primordial des municipalités est abondamment détaillé, et ce particulièrement pour les années 1880-1890, pendant lesquelles Y. Marec, dans sa conclusion générale, voit, au-delà des seules mises en œuvre du socialisme municipal, « s'affirmer une municipalisation de l'action sociale ». Pour souligner le rôle des acteurs locaux, certains auteurs comparent les politiques d'assistance de plusieurs villes. C'est le cas de M.-C. Albert, pour les villes de la région de Poitiers pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Cette attention aux pratiques permet d'aller au-delà des évidences : on trouve ainsi des communistes qui refusent la destruction de logements insalubres (article de J.-M. Cipolat-Gotet sur Rouen dans les années 1950, p. 188), des distributions d'in-fusions à l'eucalyptus pour détourner les pêcheurs du cabaret (article de P. Toucas sur La Rochelle autour de 1900, p. 425), des caïds qui font le ménage eux-mêmes dans leur quartier pour éviter les descentes de police (article de L. Montel sur Marseille dans le premier XX<sup>e</sup> siècle, p. 70), des projets de création de barrages pour lutter tant contre la typhoïde ou le chômage que contre le pouvoir des grandes entreprises (article de J. Lorcin sur Saint-Étienne autour de 1900, p. 452), ou encore des policiers qui se promènent de nuit par groupes de cinq en file indienne pour traquer les criminels (article de A. Nugues-Bourchat sur Lyon au début du XIX<sup>e</sup> siècle).

On apprend également, grâce à A.-M. Chatelet et J.-N. Luc, qu'à Vincennes en 1923, des enfants « débiles et lymphatiques [...] se rendent dans la salle des ultraviolets, où nus et protégés par des lunettes d'automobiliste, on joue au conducteur, on fait des pâtés de sable tout en recevant la caresse des bienfaisants rayons » (p. 306). L'étrangeté de certaines politiques permet ainsi de souligner le caractère historique et situé de l'objet étudié — et l'inefficacité d'une utilisation sans réflexion des méthodes anciennes dans la gestion des troubles urbains actuels.

Au delà des dix-neuviémistes et vingtiémistes qui feront leur miel de ces travaux de première main d'histoire sociale, politique ou de l'État, ce livre est donc à conseiller à toute personne qui souhaite savoir ce qui se fait actuellement en histoire urbaine. Certains seront peut-être gênés par la succession de monographies, mais ils reconnaîtront avec plaisir que la grande majorité des communications est fondée sur un travail approfondi sur archives et que l'attention portée au local n'y empêche pas une réelle problématisation.

On pourrait, en revanche, regretter le manque d'accord — ou de débat — sur ce qu'est précisément une « pathologie urbaine » ou une « crise urbaine » : si le crime est, certes, présent dans une ou deux communications, ce sont surtout les pauvres et les malades qui sont les cibles des politiques municipales étudiées. Le lecteur se demande parfois en quoi ces « maladies » sont spécifiquement urbaines, et si l'existence de politiques visant à les soigner ou les atténuer ne serait pas plutôt liée à la possibilité de disposer d'un budget suffisant pour cela. On aurait alors un effet de seuil qui distinguerait les villages des villes, les secondes seules ayant les moyens d'agir.

De même, à propos de la mesure de ces différentes pathologies, le lecteur reste parfois sur sa faim. Comment les travaux de statistiques sociales s'intègrent-

ils dans les prises de décision ? Quelles sont les pathologies — autres que le crime, que J.-C. Farcy évoque — qui sont réellement mesurées ? Comment les luttes des acteurs pour l'adoption de telle ou telle catégorisation sont-elles prises en compte ? Autant de questions pour souligner combien cet ouvrage invite à la réflexion plus qu'il ne clôt un champ de recherche extrêmement fertile.

## Hélène Lemesle

François QUESNAY, *Œuvres économiques complètes et autres textes*, éd. par Christine THÉRÉ, Loïc CHARLES et Jean-Claude PERROT, Paris, INED, 2005, 2 vol., 1618 p.

Depuis les travaux précurseurs de Georges Weulersse, qui remontent au début du XX<sup>e</sup> siècle, la littérature économique sur le mouvement physiocratique s'est considérablement enrichie ces dernières années, grâce notamment aux commentaires de Philippe Steiner, Jean Cartelier, Catherine Larrère... La bibliographie placée à la fin du tome second témoigne d'ailleurs du nombre d'études portant sur la physiocratie en général ou sur l'œuvre de François Quesnay (1694-1774). C'est à une relecture des textes mêmes de ce dernier qu'invite cette édition critique de ses écrits économiques, sans commentaires interprétatifs.

L'INED, près d'un quart de siècle après une première édition (1958), propose en effet une publication érudite et extrêmement soignée des œuvres majeures de F. Quesnay. Plusieurs de celles-ci avaient déjà été rassemblées de son vivant dans un recueil publié en 1767 et intitulé *Physiocratie*, néologisme (formé sur le grec *phusis* : « nature » et *kratos* : « pouvoir ») forgé par Dupont de Nemours, un des disciples de F. Quesnay. Les deux volumes ne réunissaient alors que quelques-uns de ses principaux textes économiques. C'est à peu de choses près cette même sélection, complétée par deux articles de l'*Encyclopédie*, qui fut reprise un siècle plus tard dans la « collection des principaux économistes » dirigée par Eugène Daire et Gustave de Molinari. Ce n'est qu'en 1888 qu'August Oncken exhuma plusieurs articles parus dans des journaux physiocratiques, ainsi que divers textes philosophiques. Ce corpus servit pour l'essentiel de base à l'édition réalisée par l'INED en 1958. Bien plus qu'une actualisation de celle-ci (comme pourrait le laisser penser la biographie de F. Quesnay rédigée par Jacqueline Hecht pour l'édition de 1958 et quelque peu remaniée pour celle-ci), cette nouvelle publication en deux volumes propose non seulement des textes établis d'après les éditions originales et leurs versions successives, mais inclut aussi quelques écrits inédits. L'analyse critique des renvois aux autres textes de F. Quesnay ainsi que le recoupement minutieux avec des écrits contemporains ont par ailleurs permis d'affiner quelque peu la chronologie de ses œuvres.

C'est sur sa contribution à l'économie politique qu'est centrée cette édition, qui laisse de côté les ouvrages de F. Quesnay consacrés à la chirurgie, à la médecine ou à la géométrie. Des textes aussi célèbres que les articles « Grains » (1756), « Fermiers » (1757) ou « Hommes » (1757), qu'il composa pour l'*Encyclopédie*, ou encore le *Tableau économique* (1758) qui jetait les bases de la physiocratie, côtoient des publications plus confidentielles ou difficilement accessibles. Cette sélection explique aussi que seul le chapitre XVIII de l'*Essai physique sur l'économie animale* (1747) ait été reproduit. Cette seconde édition augmentée n'avait jamais été republiée depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.